

Pouvoir d'emprunt

l'inflation à un taux raisonnable et qui aurait permis aux Canadiens de conserver leurs emplois.

En étudiant l'histoire, on s'aperçoit que ce sont les années de pouvoir des libéraux qui nous ont conduit là où nous sommes. Lorsque le député prétend que le problème n'est pas structurel, il a tort, et c'est au Parti libéral du Canada que nous le devons.

Le problème a surgi pour la première fois après les élections de 1972. Tout étant relatif, la situation était assez bonne à l'époque. Les Canadiens ont alors élu un gouvernement minoritaire, un gouvernement libéral qui a pu se maintenir au pouvoir grâce à l'appui des néo-démocrates. Le premier ministre (M. Trudeau) a désigné comme ministre des Finances, M. John Turner. En cette période de vaches grasses, les libéraux et les néo-démocrates ont décidé de commencer à emprunter pour avoir les moyens de corrompre les Canadiens. C'est alors que tout a commencé. Pendant les deux années où M. John Turner a été ministre des Finances, on a grandement élargi les programmes, et les budgets des dépenses ont augmenté de 30 p. 100 par année avec l'accord du NPD et du parti libéral. Aucun besoin, aucune raison sensée, ne dictait l'extension des services gouvernementaux à cette époque; elle était inspirée par des considérations d'ordre politique: on cherchait à acheter le vote des Canadiens.

Le parti libéral et le NPD ont alors dit aux Canadiens qu'ils leur offriraient encore plus de services, plus d'avantages sans pour autant augmenter leurs impôts. On croyait alors au miracle jusqu'au jour où on s'est aperçu que cette libéralité n'était possible que grâce à des emprunts. Les Canadiens ont pu se faire l'illusion, pendant un certain temps, qu'il faisait bon vivre au Canada. Ils pouvaient, en effet, emprunter à la banque très facilement et se permettre d'aller tous les soirs au restaurant, de passer des vacances merveilleuses et de dépenser plus qu'ils ne gagnaient. Par contre, l'huissier s'est un jour présenté à leur porte pour reprendre leurs biens et pour les déclarer en faillite, et ils se sont alors trouvés dans une situation des plus difficiles.

Voilà comment nous en sommes arrivés là où nous sommes. C'est à ce gouvernement minoritaire de 1972-1973, alors que les libéraux et les néo-démocrates se serraient les coudes et empruntaient de l'argent dont nous n'avions pas besoin pour élargir des programmes tout aussi inutiles, que nous devons le problème structurel que nous connaissons à l'heure actuelle. Puis, nous avons connu de 1974 à 1979 un gouvernement libéral majoritaire, gouvernement qui a continué à améliorer les programmes sans augmenter les impôts, mais qui a, du même coup, grossi le déficit en cette période de vaches grasses.

Nous voici donc maintenant dans une période difficile, et nous aurions vraiment besoin de ces dollars pour aider ceux qui sont en difficulté. Au lieu de cela, où va l'argent? Une proportion énorme des recettes sert à payer l'intérêt sur la dette publique. Il ne peut pas aller aux chômeurs, aux petits entrepreneurs ou aux agriculteurs, puisqu'il sert à payer l'intérêt sur l'argent que le gouvernement libéral a emprunté lorsque ce n'était pas nécessaire. Voilà où va l'argent et voilà la raison de nos difficultés actuelles.

Mais ce n'est pas tout: nous avons eu un gouvernement bien éphémère, celui du très honorable député de Yellowhead (M. Clark). Qu'a-t-il fait? Non seulement il a créé plus de 30,000 emplois par mois, en moyenne, pendant ses neuf mois d'existence, mais il a mis les Canadiens au travail et a fait d'eux des contribuables. Ces emplois n'ont pas été créés dans le secteur

public. Pour la première fois en une décennie, des emplois ont été créés dans le secteur de la production de biens. Si nous faisons un tableau des statistiques de l'emploi, nous constatons que c'est le seul moment, en une décennie, où les emplois dans le secteur productif de l'économie ont augmenté plus vite que les emplois dans le secteur des services, et c'est le seul moment où les emplois dans le secteur public ont diminué légèrement. Voilà le remède aux maux économiques que connaît le Canada.

Mais hélas! lorsqu'il a proposé son plan budgétaire, non seulement pour l'année, mais pour cinq ans, afin de nous sortir du cycle des emprunts et de nous remettre sur la voie de la santé économique et de la création d'emplois, qu'a dû constater le gouvernement conservateur? Que le parti libéral et le Nouveau parti démocratique avaient, ensemble, quatre députés de plus à la Chambre que le parti conservateur du Canada. A la première occasion, ils se sont ligüés contre ce gouvernement et ont voté une motion de défiance. Puis, ils se sont lancés dans la campagne électorale en disant que 18c. le gallon d'essence, c'était trop. Or nous voici, trois ans plus tard, avec des prix supérieures à \$1.

Cela nous rappelle la campagne de 1974 où l'on avait dit que 90 jours de contrôle des salaires et des revenus, c'était trop; mais les Canadiens l'ont connu pendant trois ans. Trois ans, alors que 90 jours, c'était trop; plus de \$1, alors que 18c. c'était trop. Voilà des promesses électorales conformes à l'attitude morale qui, entre 1972 et 1974, a amené un gouvernement minoritaire à emprunter en période de vaches grasses pour essayer d'acheter les électeurs avec leur propre argent. Les Canadiens, et ce n'est pas à leur honneur, se sont laissés avoir, et c'est peut-être parce que ce genre de manœuvre a réussi que nous assistons à cette déchéance morale dont nous sommes tous témoins à la Chambre.

Si nous formions le gouvernement demain, pourrions-nous nous passer d'emprunts? Ma réponse est non. Le problème est désormais ancré dans nos structures mêmes et il sera long et difficile de le résoudre. Cependant, si nous faisons preuve d'un peu de bon sens et de beaucoup de détermination dans notre recherche d'un budget équilibré, alors, ceux d'entre nous qui sont vraiment décidés prendraient espoir et, avec cet espoir, ils prendraient aussi un peu plus de risques personnels et commenceraient à créer des emplois et à embaucher des Canadiens. Si ce choc psychologique se produisait, nous pourrions créer des contribuables au lieu de multiplier le nombre de ceux qui vivent aux crochets de l'État, et nous serions sur la voie d'une réduction du déficit.

Si nous avons aujourd'hui, à la Chambre, un budget complet qui nous donnerait les plans de dépense du gouvernement, et si la pierre angulaire de ce budget était l'emprunt d'argent afin de créer une infrastructure ou d'assurer des acquis permanents, alors je pourrais voir ce déficit sous un autre angle. Mais, dans les circonstances présentes, on ne nous a donné aucun exemple de la façon dont le gouvernement diminuera le gaspillage; il essaie plutôt de nous forcer la main. Devant ce manque de détermination à combattre le gaspillage, je prie chaque député de cette Chambre de se lever, quand son temps viendra, et de refuser au gouvernement le pouvoir d'emprunt qu'il sollicite.